

Nouvelles pratiques sociales



Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (sous la direction de), *Traité des problèmes sociaux*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 p.

Lucie Fréchette

Volume 8, numéro 1, printemps 1995

Les régions

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301319ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301319ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fréchette, L. (1995). Compte rendu de [Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (sous la direction de), *Traité des problèmes sociaux*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 8(1), 253–256. <https://doi.org/10.7202/301319ar>



Traité des problèmes sociaux

Fernand DUMONT, Simon LANGLOIS
et Yves MARTIN (sous la direction de)
Québec,
Institut Québécois de recherche sur la culture,
1994, 1164 p.

Convier 73 auteurs à collaborer à la rédaction d'un traité des problèmes sociaux est un défi périlleux qu'ont relevé avec succès Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin. Leur intention était claire et leur but a été atteint : réunir un état de la question et un état de la recherche sur les problèmes sociaux. Plus d'une cinquantaine de chapitres sur des sujets aussi divers que l'hypofécondité, le sous-développement régional, la maladie mentale, la violence sous diverses formes, les conflits de valeurs, le vieillissement, le chômage, la participation des citoyens, les solidarités, les politiques sociales et d'autres composent cette œuvre encyclopédique unique au Québec.

Les lecteurs de *Nouvelles pratiques sociales* y découvriront tous matière à réfléchir quel que soit leur champ d'intérêt. Les intervenants sociaux y trouveront des analyses de problèmes auxquels ils doivent constamment faire face dans leur pratique, analyses appuyées sur de solides expertises de recherche. Les étudiants en feront un livre de référence dont ils profiteront pour s'initier à l'étude de sujets relevant tant du travail social, de la sociologie, de la psychologie communautaire, de la criminologie que des sciences politiques. L'ouvrage aborde des thèmes traités de façon accessible tout en étant bien documentés et sans rien sacrifier à la rigueur intellectuelle. Les professeurs et chercheurs y liront des mises à jour enrichissantes pour leur enseignement et leurs travaux de recherche.

Il est évident qu'on ne peut aborder cette œuvre en la lisant d'une couverture à l'autre. On ne peut non plus en faire le compte rendu

critique en parlant de chacune des contributions. Leur nombre est trop imposant. Bien sûr, elles ne sont pas toutes d'égale valeur, mais elles ne décevront pas.

La première partie traite de problèmes de population et d'aménagement. Les problèmes reliés au développement et à l'aménagement des régions y sont décrits de façon détaillée. Il aurait été intéressant d'ajouter à cette partie un chapitre sur les problèmes de développement et de sous-développement urbain du Québec. Les recherches en régions ont dans les deux dernières décennies fait tomber le vieux préjugé selon lequel la vie en milieu rural est idyllique. Il faut maintenant se remettre à jour quant à la détérioration du tissu social urbain au Québec et de ses conséquences sur la qualité de vie des individus et des collectivités. L'idée traverse d'autres chapitres sur des sujets plus pointus mais n'a pas fait l'objet d'une réflexion en soi. En seconde partie, on passe à l'étude des facteurs sociaux de la maladie. Robert Sévigny plaide le caractère social du phénomène de la maladie mentale et brosse une esquisse de typologie dans le champ des interventions en santé mentale. Ginette Paquette, fidèle à ses travaux antérieurs, exploite le filon des inégalités sociales devant la maladie et la mort. Elle y cherche des hypothèses explicatives pour diriger les lecteurs vers le constat qu'il faut établir un nouvel équilibre dans nos priorités afin de faire de la prévention sociale et des interventions auprès de l'enfance des domaines primordiaux d'intervention et de recherche.

En troisième partie, sur les déviances, des contributions comme celles de Marc Leblanc, Gilles Rondeau, Camil Bouchard, Marie-Chantal Gauthier, Raymond Massé et Marc Tourigny abordent le sujet dans l'univers des jeunes et des familles. Drogues, prostitutions et pornographie constituent d'autres prises de vue du même grand thème. Par la suite, le traité consacre une partie aux conflits de valeurs touchant ainsi le domaine des orientations sexuelles, les conditions féminine et masculine, le divorce et l'euthanasie. La marginalité et les exclusions sont examinés, dans une autre partie, à partir de situations particulières à des groupes d'âge ou à des contextes psychosociaux. Soulignons un chapitre particulièrement dense et riche sur l'exclusion des personnes handicapées. C'est celui qu'ont rédigé Henri Dorvil, Marc Renaud et Louise Bouchard et qui est axé sur le « pourquoi » et le « comment » de l'exclusion.

Le thème des inégalités sociales et économiques présente quatre textes où pauvreté et chômage sont les éléments centraux des études. Les analyses sont intéressantes et fort consistantes. Probablement pour se conformer à certaines directives, ces textes, comme plusieurs autres ailleurs dans le traité, n'abordent pas les formes d'intervention visant à résoudre ces problèmes sociaux. Ce qui est dommage, car nombre

d'intervenants et de chercheurs sont actuellement en quête de liens innovateurs entre le social et l'économique, entre la pauvreté et le chômage et de nouvelles formes d'action communautaire. Il ne faudrait pas y voir là une critique adressée aux auteurs de cette partie du traité mais plutôt un constat relatif à l'ensemble de l'ouvrage, bien que les deux dernières parties abordent des questions ayant trait à l'intervention. Bien sûr, un traité des problèmes sociaux n'a pas nécessairement à aborder la question des interventions se rapportant à chacun des problèmes sociaux. Je souligne simplement ce fait pour la forte proportion de lecteurs de *Nouvelles pratiques sociales* provenant des disciplines d'intervention professionnelle. Ils ont souvent ce bon vieux réflexe de faire suivre l'analyse d'un questionnement sur l'intervention. Simon Langlois y fait d'ailleurs allusion, avec beaucoup d'à-propos, dans sa conclusion.

La septième partie s'attaque aux problèmes que l'on a qualifiés de « problèmes de participation ». Le titre général est fort approprié pour traiter à la fois des facteurs affaiblissant les qualités personnelles favorisant la participation, et l'exercice de la citoyenneté et les facteurs socio-politiques favorisant ou freinant l'accès aux services publics. Il est intéressant de lire, sous l'angle de la participation, des textes relatifs à la scolarisation et à l'équipement intellectuel des citoyens.

Comme il a été mentionné plus haut, la huitième et neuvième partie du traité regroupent des textes ayant trait à l'intervention. Les interventions « extra-étatiques », pourrait-on dire, comptent trois chapitres. Bien faits, ils ne peuvent cependant rendre compte de la large palette des pratiques sociales dans l'ensemble des champs d'intervention couvrant les nombreux problèmes sociaux abordés dans le traité. Cette remarque ne diminue toutefois en rien la qualité des trois contributions sur le thème des solidarités communautaires abordées sous les angles de la famille, de l'action communautaire, du bénévolat et de l'entraide. L'intervention soutenue par les pouvoirs publics et le domaine de la régulation étatique de l'intervention regroupent six textes en lien principalement avec les services sociaux et, de façon secondaire, avec la judiciarisation des problèmes sociaux. S'ajoute un chapitre sur l'organisation de la recherche. Ce dernier brosse un tableau comparatif entre la recherche sociale en France, aux États-Unis et au Québec. Le portrait québécois est détaillé et permettra à des non-initiés d'en apprendre beaucoup sur l'organisation des structures de soutien à la recherche. Descriptif et accessible à toutes les catégories de lecteurs, il est également honnête au sujet des critiques souvent adressées à l'organisation de la recherche et aux organismes de soutien à la recherche. On y décrit et énonce des enjeux mais la contribution est plus modeste quand il s'agit de proposer des correctifs aux problèmes cités et des

incitatifs au renouvellement des pratiques des chercheurs dans le domaine des problèmes sociaux. Les auteurs ont prouvé par leur texte que l'idée de joindre ce thème au traité s'est révélée heureuse.

On voudrait en dire plus sur un pareil ouvrage, mentionner plusieurs autres auteurs... Ce n'est, hélas ! pas possible. La critique ne peut être que générale. À chaque lecteur de faire la sienne à partir de sa sensibilité propre, de son appartenance disciplinaire et de ses intérêts pour l'un ou l'autre des problèmes sociaux au menu de ce volumineux traité. Didactique juste ce qu'il faut, encyclopédique sans tomber dans la généralité superficielle, accessible sans entamer la rigueur scientifique, le traité des problèmes sociaux est un ouvrage collectif à lire absolument.

Lucie FRÉCHETTE
Psychologue
Professeure en travail social
Université du Québec à Hull